

L'économie canadienne

tente canado-américaine sur le pipe-line en est un exemple. Le premier ministre (M. Trudeau) déclare maintenant que nous pourrions fabriquer les tubes au Canada, si nos prix sont assez concurrentiels. Si je rapproche cette déclaration de ce que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) semblait sous-entendre ce matin, nous devons en conclure que nous ne pourrions pas obtenir ces prix, que nous n'aurons pas d'emplois dans la sidérurgie, ni dans le textile, ni même dans certains secteurs de l'agriculture.

Il est vraiment temps que nous regardions les choses en face. C'est pourquoi nous devons des remerciements au député de Rimouski qui a présenté cette motion. C'est la première fois que j'entends des députés libéraux de l'arrière-ban nous dire qu'il faudrait discuter ces problèmes. Je suis heureux de les entendre dire que le comité chargé d'étudier les problèmes de l'industrie textile au Québec est composé de libéraux. Cependant, je suis sûr qu'au moment de voter pour le bill C-11, rien n'indiquera qu'ils se soucient outre mesure de ce qui se passe. C'est d'ailleurs en partie la cause du problème majeur que nous avons au Québec.

Les députés qui siègent à ma gauche—du point de vue strictement politique, je dirais plutôt qu'ils siègent à ma droite—représentent en majorité des régions rurales du Québec. A mon avis, ce sont les seuls représentants sincères de la province de Québec, car ils défendent les Québécois et se soucient de leurs problèmes. Ces problèmes sont très simples.

Il y a en fait trois ou quatre secteurs seulement de la population qui produit des richesses. Ce n'est pas le secteur de la fabrication mais le secteur primaire. Ce sont les mines qui, elles, sont sérieusement touchées, sans que les institutions financières du pays fassent rien pour les aider. On n'a même pas su leur assurer une stabilité financière qui leur permettrait de trouver le capital pour faire les investissements nécessaires.

Dans l'industrie forestière, tous les mois de nombreuses entreprises tombent en faillite. Il est très difficile de maintenir la stabilité du marché dans le secteur primaire, et il en est de même pour la pêche et l'agriculture.

Les autres Canadiens sont les parasites des 500,000 travailleurs des industries primaires, et si nous n'examinons pas les problèmes de ces producteurs et si nous n'étudions pas comment leur venir en aide, nous aurons beaucoup de peine à développer notre industrie de fabrication et toutes les autres industries qui doivent soutenir la concurrence du monde entier. Tout semble marcher très mal.

Le ministre du Travail est ici ce soir. Sauf erreur, il a reçu un mémoire l'autre jour des travailleurs des communications.

M. Alexander: Il n'en a pas tenu compte.

M. Peters: Peut-être, mais je me demande s'il aurait pu y faire quelque chose. La collaboration de tous les collègues du ministre serait nécessaire pour accomplir quelque chose en faveur de ces 30,000 travailleurs. Ces derniers ont signalé au ministre des problèmes dont je suis au courant depuis un certain temps. Quand on autorise l'automatisation d'une société et qu'on lui verse une somme plus élevée que ce qu'elle peut dépenser, elle s'automatise, et cela signifie moins d'emplois. Cette société peut alors affermer la majeure partie de sa production et elle se lance donc dans l'affermage.

Le bill C-11 fournirait un autre 1.2 milliard de dollars pour l'expansion des compagnies. Bon nombre de ces compagnies

réalisent déjà des bénéfices suffisants pour leur permettre de prendre toute l'expansion voulue et elles se trouvent maintenant dans la position de pouvoir s'étendre non seulement à l'intérieur mais également à l'extérieur du pays. D'autre part, la Société pour l'expansion des exportations leur fournit d'autres capitaux leur permettant d'acheter des produits canadiens, qui ne sont rien d'autre que du matériel de production à utiliser dans d'autres opérations et qui, en définitive, contribuent au chômage. S'il n'y avait pas la possibilité d'exploiter le nickel au Guatemala ou en Indonésie, nous ne prêterions pas à ces pays les capitaux que nous leur prêtons pour leur permettre d'acheter du matériel de production devant servir à des propriétés appartenant en tout ou en partie à des sociétés multinationales canadiennes, de sorte qu'elles nous causent les plus graves préjudices en créant du chômage dans les industries primaires d'ici.

Il doit y avoir, dans notre pays, une douzaine de travailleurs du secteur secondaire pour chaque travailleur du secteur primaire. Il y en a peut-être plus, et lorsque nous perdons 3,000 emplois à Sudbury, nous ne perdons pas seulement ces 3,000 emplois, mais aussi tous les emplois qu'entraîne la production du secteur primaire.

Les travailleurs des télécommunications ont déclaré l'autre jour au ministre que les changements qui ont eu lieu leur seraient préjudiciables. Le nombre d'employés canadiens à la Northern Telecom a diminué de 4000 au cours de la période de trois ans allant de la fin de 1974 à la fin de 1977. Ces travailleurs estiment que la baisse totale des effectifs canadiens rien qu'en 1977 sera presque de 1200 personnes. Il y aura avant la fin de 1977 une réduction de 400 employés dans le personnel affecté aux installations.

Le personnel de bureau de la Northern Telecom au Québec, représenté par le syndicat canadien des employés de bureau, est passé de 2600 en 1971 à 1412 en 1977. Ils ont signalé au ministre que le taux élevé de productivité à la Northern Telecom aura permis à la compagnie d'accroître ses bénéfices de 71 p. 100 entre 1970 et 1976 comparativement à la moyenne nationale qui est de 20.8 p. 100. Ils ont fait valoir que ces bénéfices ont servi à implanter des usines dans d'autres pays. Aux États-Unis, ces usines se trouvent généralement dans des régions à faible revenu où les travailleurs ne sont pas syndiqués et maintenant la compagnie commande parfois ses téléphones résidentiels de ses usines en Irlande et au Tennessee, ses équipements crossbar de la Turquie et ses plombs de la Malaisie.

La société Northern Telecom a bénéficié au cours de la même période d'une aide considérable de la part des gouvernements canadiens. Au cours des cinq dernières années, elle a en effet obtenu environ 11 millions de dollars en remise de taxe et en subventions à des fins telles la recherche et le développement. Elle a également obtenu plus de 200 millions de la Société pour l'expansion des exportations en aide et en garanties de prêts. Les dégrèvements fiscaux prévus dans le dernier budget fédéral à l'intention des sociétés vaudront un autre cadeau d'environ 4 millions à cette multinationale pour l'année 1977.

Le ministre du Travail consulte-t-il ses collègues? C'est peut-être une bonne idée de donner des travaux serviles à faire aux gens, mais si l'on pousse l'automatisation au point où plus personne ne trouvera à travailler, qu'allons-nous faire? Allons-